

## La BIRMANIE des généraux face au scrutin : un virage décisif ? (1/2)

Toute concentrée qu'elle était ces derniers mois sur le sort du royaume thaïlandais, enfermé dans l'instabilité gouvernementale et la violence au cœur même de Bangkok, l'actualité du sud-est asiatique a quelque peu perdu de vue les intrigues et les vicissitudes — pourtant tout aussi byzantines — à l'œuvre au sein de l'atypique Union du Myanmar du « généralissime » Than Shwe, laquelle se prépare à organiser « courant 2010 » ses premières élections depuis 20 ans. Au pays de l'embastillée Aung San Suu Kyi et de la démocratie confisquée, ce rare rendez-vous avec les isolements et les urnes constitue un authentique événement. Un événement qui demeure, à l'orée de l'été, entouré d'incertitudes, divers observateurs minimisant à la fois les inflexions constatées récemment (cf. privatisations partielles) et les changements à attendre de ce scrutin. L'occasion de nous pencher ici sur ces quelques interrogations.

■ **Que penser des « prochaines » élections promises par la junte : ouverture ou artifice ?** Dans cet Etat sous la férule des militaires depuis un demi-siècle, une génération de Birmans a grandi depuis la tenue du dernier scrutin en 1990 ; un scrutin remporté haut la main par les forces démocratiques, Ligue Nationale pour la Démocratie (parti d'Aung San Suu Kyi) en tête (+ de 80% des suffrages). Droite dans ses bottes, la junte a toujours refusé de reconnaître ce revers électoral cuisant et depuis lors, fait comme si ces élections n'avaient jamais eu lieu... En 2003, les généraux esquissent pourtant une inattendue « feuille de route pour la démocratie » en 7 étapes (voir encadré p.2), laquelle annonce notamment une importante réforme constitutionnelle et la tenue d'élections générales (législatives et provinciales). Pourtant, trois ans après les derniers épisodes de contestations populaires et de répression (sept-oct. 2007), on ne doit pas voir dans cette *audace* électorale du *State Peace and Development Council* (SPDC, l'appellation officielle de la junte) un quelconque aveu de faiblesse, l'ombre d'un remords pour les exactions passées moins encore la volonté d'abandonner au petit peuple le pouvoir ; à des lieues du scrutin « libre et honnête » demandé par la communauté internationale, ces élections permettront à la junte post Than Shwe d'arborer un léger vernis démocratique tout en perpétuant la mainmise des militaires sur la nation, encore et toujours.

■ **la Ligne Nationale pour la Démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi boycottera ce 1<sup>er</sup> rendez-vous avec les urnes depuis 1990 : pour quelles raisons ?** Fer de lance de l'opposition à l'emprise de la junte sur les affaires nationales, la LND a annoncé, de la bouche même de l'emblématique Aung San Suu Kyi (Prix Nobel de la Paix 1991) qu'elle n'entendait pas se prêter à ce semblant d'exercice démocratique. La faute entre autres choses aux contours restrictifs des diverses lois électorales annoncées en mars 2010, notamment les provisions de la *Political Parties Registration Law* qui, entre autres joyusetés, interdisent aux personnes purgeant une peine d'emprisonnement (cf. A.S.S Kyi ; divers cadres de la LND), à celles ayant récemment vécu à l'étranger (cf. les dissidents et opposants en exil) ou encore aux membres de l'influent clergé bouddhiste de présenter leur candidature lors de ces élections. Plutôt que de se plier à ces exigences discriminantes et de faire ainsi le jeu du SPDC, la LND a préféré annoncer son retrait ; un boycott qui *de facto* retire le peu de légitimité entourant ces rendez-vous électoraux. Par ailleurs, dans le nouveau cadre électoral, le fait pour la LND de ne pas avoir enregistré sa participation aux prochaines élections retire à cette dernière toute existence légale et administrative en tant que parti politique. Depuis le 7 mai 2010, la LND est officiellement...dissoute.

■ **Quels résultats peut-on attendre de ces scrutins ?**

D'un point de vue arithmétique, la junte est cette fois-ci à l'abri de toute mauvaise surprise dans le décompte des bulletins ; en 1990, sous sa bannière d'alors (le Parti de l'Unité Nationale !), elle n'avait rassemblé ... qu'une petite dizaine de sièges ! La LND en avait rafflé 40 fois plus (392 sièges sur les 485 en jeu). Le contexte contemporain mis en place par les généraux ne permettra pas à ce scénario de se renouveler : tout d'abord, le boycott de la LND (même si certains de ses cadres entendent se présenter sous une autre étiquette) fait disparaître du même coup le rival politique tant redouté, dont la popularité demeure considérable au sein de la population . Ensuite, parce que les 213 pages de la Constitution adoptée en 2008 (le surlendemain à peine du passage du cyclone Nargis sur les côtes birmanes ; 150 000 disparus !) entendent perpétuer, sous un lustre martial moins voyant, le règne de l'armée,



### Repères

Régime	junte militaire
Religion	bouddhisme
Territoire	676 000 km <sup>2</sup>
Capitale	Naypyidaw
Chef de l'Etat	Général Than Shwe

### Population

Totale	53 millions
Compo. ethnique :	birmans (68%), shan (9%), karen (7%), rakhine (4), chinois (3%), indiens (2%), mon (2%)
Espérance de vie	64 ans
Age médian	26 ans
Population rurale	64%
% pop. alphabétisée	90%

### Economie

PIB (2009)	27 milliards \$
PIB per capita	510 \$
Croissance 2009	+ 1,8%
Inflation (2009)	7,7%
Pauvreté	33% pop.
Chômage	5% pop. active
1ers partenaires commerciaux	Thaïlande, Chine, Singapour, Inde

### CHRONOLOGIE RECENTE

**2007 sept-oct.** : mécontentement ; manifestations populaires, du clergé ; répression des autorités (100 morts).  
**2008 avril** : nouvelle Constitution.  
**2008 mai** : cyclone Nargis dans le delta de l'Irrawaddy (150 000 victimes).  
**2009 août** : Aung San Suu Kyi condamnée à 18 mois de résidence surveillée.  
**2010 janv.** : la junte annonce des élections législatives et provinciales *en 2010*.  
**2010 mars** : la junte rend public le détail des lois électorales, sans préciser la date du prochain scrutin.  
**2010 mars** : la LND d'Aung San Suu Kyi annonce le boycott des élections à venir.  
**2010 avril** : explosions de 3 bombes à Yangon ; 9 victimes.  
**2010 mai** : K. Campbell, sous-secrétaire d'Etat US, rencontre Aung San Suu Kyi.  
**2010 mai** : dissolution officielle de la Ligne Nationale pour la Démocratie (LND) en tant que parti politique.  
**2010 juin** : visite du 1<sup>er</sup> min. chinois Wen Jiabao ; 15 accords paraphés.

## La BIRMANIE des généraux face au scrutin : un virage décisif ? (2/2)

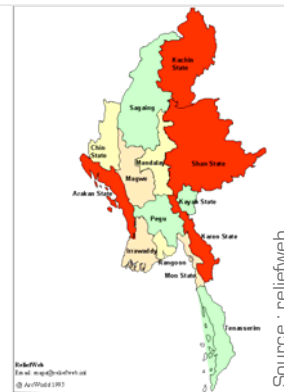
en réservant 1/4 des sièges dans les assemblées nationales et régionales aux militaires. Qui plus est, nombreux ont été ces derniers à quitter récemment la fonction militaire pour gagner, avec la bénédiction de leur hiérarchie, la « vie civile » et fonder des formations politiques depuis lors inscrites en bonne et due forme par la Commission Electorale... Des dispositions sur mesure garantissant une certaine marge de sécurité au pouvoir. En revanche, ces dernières ne pourront pas faire grand-chose pour masquer le probable faible taux de participation qu'anticipent les observateurs.

■ **Dans quel état d'esprit se trouve la population, trois ans après la « révolution de safran » ... et la répression des autorités ?** Si l'on demeure encore un instant sur cette thématique électorale à venir — il faudra du reste que les autorités finissent par avancer une date...avant la veille des scrutins... -, force est de constater à l'orée de l'été 2010 que la population n'est pas saisie par une fièvre électorale ; entre le boycott décidé par la LND, les artifices divers et variés mis en place par les militaires pour perpétuer leur règne sous un jour à peine moins voyant et les craintes que toute nouvelle demande d'espace démocratique et de libertés ne donnent prétexte à l'appareil d'Etat pour anesthésier à nouveau les petites gens, ces derniers ne vibrent pas à l'idée de se rendre vers des isolements dûment surveillés. Trois ans après la « révolution de safran » avortée et les répressions consécutives dans les rues de Yangon et de Mandalay (à minima 138 victimes dans les rangs de la population civile et du clergé) ou dans les monastères bouddhistes, les stigmates demeurent, les peurs et les appréhensions sont palpables, présentes, l'omnipotence des hommes en uniforme comme une évidence et le dénuement des forces d'opposition une triste réalité. Depuis sa résidence surveillée de Yangon, l'icône de la démocratie birmane, **Aung San Suu Kyi** (65 ans ; photo ci-contre), assiste, attristée mais loin d'être résignée, à ces gesticulations préélectorales.

■ **Depuis l'automne 2007, le vénéré clergé bouddhiste paraît fort discret...** On le serait à moins. Ayant payé un lourd tribut au courroux des militaires en 2007, constamment surveillé depuis lors par l'appareil d'Etat, conscient du fait que la société civile demeure faible et exposée face à l'intraitable *Tatmadaw* (armée), le *Sangha* (communauté des hommes de foi bouddhiste) ne dispose pas d'une marge de manœuvre suffisante, ne semble pas (encore) prêt à courir une nouvelle fois au devant des tourments ni s'exposer au-delà du raisonnable. Très en retrait ces 3 dernières années, pieds et poings liés mais espérances en un lendemain meilleur intactes, il attend patiemment, au côté d'autres acteurs (cf. opposition, dissidents en exil, groupes ethniques armés, déserteurs de l'armée), qu'un fait décisif, qu'un créneau propice à l'action survienne, afin de se découvrir à nouveau.

■ **Le n°1 de la junte, le « généralissime » Than Shwe, a-t-il verrouillé / réglé la question de sa succession ?** A la différence de l'honnie Corée du nord et de la succession dynastique officieusement engagée (Kim Jong-il vers Kim Jong-un), la Birmanie du général Than Shwe n'a pas initié pareille démarche. Toutefois, nul doute que l'on peut apprécier la finalité de cette insolite *feuille de route pour la démocratie* - aux couleurs birmanes... - comme l'expression de la volonté du « généralissime » de laisser à sa suite un système où le pouvoir, quoi que toujours dans les mains de l'armée, ne serait plus l'affaire d'un seul homme concentrant l'essentiel de l'autorité. Ces dernières années, au sein de l'armée elle-même, l'âge avancé du général Than Shwe (73 ans) et sa santé désormais précaire animent les ambitions de certains cadres, façonnent des groupes d'intérêts, laissant entrevoir des tensions internes lorsque l'heure de son trépas sera venue ; un scénario qu'entend contrarier le script de cette fameuse « démocratie disciplinée », inspirée par la main de fer de l'austère « généralissime ».

La mosaïque ethnique birmane



La *feuille de route pour la démocratie* (définie en 2003) en **7 étapes** :

1. **Convocation de l'Assemblée nationale** (en sommeil depuis 1996).
2. travail visant à établir un « **système démocratique sincère et discipliné** ».
3. Rédaction d'une **nouvelle Constitution**.
4. Adoption de la Constitution par **référendum**.
5. **Élections législatives** et provinciales « libres et honnêtes ».
6. Convocation de l'**Assemblée nationale**.
7. Édification d'une **nation « moderne, développée et démocratique »**.

**Prospective** : sevrés d'élections depuis deux décennies, les 53 millions de Birmans attendent, dans la résignation bien plus que dans la passion, que l'inoxydable junte militaire gouvernant le pays depuis 1962 daigne annoncer les dates des prochains suffrages (législatif et régional) censés avoir lieu ... en 2010. Des élections dont les règles du jeu définies par le récent code électoral permettent par avance de noter qu'elles seront tout sauf libres, honnêtes et équitables et qui, par-dessus le marché, seront boycottées par la première plate-forme d'opposition aux militaires, la Ligne Nationale pour la Démocratie d'Aung San Suu Kyi, refusant sans l'ombre d'une hésitation de se prêter à ce simulacre de scrutin démocratique. Une abstention qui ôte toute crédibilité à ce rendez-vous politique inédit mais qui ne paraît pas contrarier outre mesure les généraux, bien à l'abri du mécontentement populaire depuis l'improbable capitale Naypyidaw, immunisés depuis des décennies contre les critiques et les sanctions de la communauté internationale, ses appels à la liberté et à la considération pour la population.

Olivier GUILLARD  
Directeur de recherches à l'IRIS  
Associé Crisis Consulting